



Commune de Sierre

**Règlement communal
d'organisation**

Règlement communal d'organisation

L'assemblée primaire de la commune de Sierre;

Vu l'article 2 alinéa 2 de la loi sur les communes du 5 février 2004 (LCo);

Vu l'opportunité de renforcer l'autonomie communale et les droits politiques sur le plan communal;

Sur la proposition du Conseil municipal et du Conseil général,

ordonne :

Article 1^{er} - Buts

Le présent règlement d'organisation a pour buts de préciser l'organisation et les compétences des organes communaux, de renforcer les droits politiques des citoyens et d'édicter les principes d'administration applicables dans la commune.

Article 2 – Principe d'égalité

Dans le présent règlement, toute désignation de personne, de statut, de titre ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Titre 1 : Organisation

Chapitre 1 : Conseil général

Article 3 - Nombre de membres (article 21 LCo)

Le nombre des membres du Conseil général est fixé à 60.

Article 4 – Compétences

¹ Le Conseil général décide de tous les objets énumérés aux articles 17 et 31 LCo (les textes de ces deux articles sont repris intégralement en annexe au présent règlement).

² En outre, les compétences prévues aux lettres c), e), f), et g) de l'art 17 al 1 LCo sont modifiées comme suit :

- c) le Conseil général décide de la conclusion d'une nouvelle dépense à caractère non obligatoire dont le montant est supérieur à 4 % des recettes brutes du dernier exercice, mais au moins 10'000 francs ;
- e) il décide des emprunts liés à un nouvel investissement dont le montant dépasse 8 % des recettes brutes du dernier exercice ; des emprunts en compte courant pour le financement des dépenses de fonctionnement, dont les limites maximales cumulées sont supérieures à 20 % des recettes brutes du dernier exercice ;
- f) il décide de l'octroi de prêts, de cautionnements et des garanties analogues à charge de la commune et dont le montant dépasse 4 % des recettes brutes du dernier exercice ;
- g) il décide des ventes, des échanges, des partages d'immeubles, de l'octroi de droits réels et restreints, de la location de biens, de l'aliénation de capitaux, dont la valeur dépasse 4 % des recettes brutes du dernier exercice.

³ Il vote le budget rubrique par rubrique, à l'exception des dépenses liées. Seules les rubriques d'un montant supérieur à Fr. 50'000 peuvent être amendées par le Conseil général.

⁴ Par rubrique, il faut entendre une rubrique comptable d'un compte de fonctionnement ou d'investissement correspondant au dernier degré de précision présenté dans le document publié.

⁵ En cas de litige entre le Conseil municipal et le Conseil général portant sur le caractère lié d'une dépense, il sera fait appel à l'administration cantonale des finances par sa section des finances communales pour qu'elle formule un préavis.

Article 5 – Crédits d'engagement

¹ Le Conseil général est compétent pour approuver les crédits d'engagement à caractère non obligatoire dont le montant est supérieur à 4 % des recettes brutes du dernier exercice accepté.

² Un crédit d'engagement est décidé pour les investissements, les subventions aux investissements de tiers dont les effets se déploient sur plus d'une année ainsi que pour les engagements conditionnels. Dès qu'un crédit d'engagement se révèle insuffisant, un crédit complémentaire doit être requis de l'autorité compétente. Un crédit d'engagement est périmé dès que le but est atteint ou qu'il est devenu sans objet.

³ L'engagement net est constitué par la dépense brute à laquelle on additionne le transfert du terrain du patrimoine financier au patrimoine administratif et de laquelle on déduit les subventions et les participations de tiers préalablement décidées. Le message explicatif remis au Conseil général par l'exécutif doit donner une estimation objective des charges et des produits d'exploitation induits.

⁴ Le Conseil municipal indique l'état des crédits d'engagement lors de la présentation des comptes annuels.

Chapitre 2 : Conseil municipal

Article 6 - Règlement interne

¹ Le Conseil municipal édicte des règlements et directives internes concernant son organisation et celle de l'administration.

² Ces documents précisent notamment :

- a) l'organisation des séances du Conseil municipal et des commissions communales (préparation, convocation, procédure, présence obligatoire, remplacement, sanctions, etc.);
- b) la subdivision de l'administration en dicastères, services, etc. (organigramme);
- c) le pouvoir de représentation du personnel municipal.

Titre 2 : Droits politiques

Article 7 – Initiative

¹ L'initiative doit être conçue en termes généraux.

² L'initiative peut demander l'élaboration d'un nouveau règlement, l'abrogation ou la modification d'un règlement en vigueur depuis quatre ans au moins.

³ L'initiative doit être signée par 10% des électeurs.

⁴ La liste des signatures doit être déposée par le comité d'initiative au plus tard 12 mois après l'annonce officielle du texte de l'initiative au Conseil municipal.

⁵ L'initiative doit comporter un comité de trois à sept membres.

⁶ Pour le surplus, les articles 63 à 67 de la LCo sont applicables.

Article 8 - Référendum obligatoire

Les objets énumérés à l'article 68 LCo sont soumis au référendum obligatoire.

Article 9 – Référendum facultatif

¹ Sous réserve de l'approbation du budget et des comptes, sont soumises au référendum facultatif les décisions du Conseil général prises à la place de l'assemblée primaire.

² Le 10% des électeurs de la commune peuvent demander qu'une décision pouvant faire l'objet d'un référendum soit soumise à la votation populaire dans les formes prévues par la loi sur les droits politiques dans les 60 jours qui suivent sa publication aux piliers publics.

³ Deux cinquièmes du Conseil général peuvent demander que les affaires sujettes à référendum soient soumises à la votation populaire dans les formes prévues par la loi sur les droits politiques, au plus tard à la fin de la séance au cours de laquelle cet acte a été adopté.

Article 10 - Dépôt et détermination du nombre de signatures

En cas de demande d'initiative ou de référendum, la date du dépôt de la liste des signatures au greffe communal est déterminante pour reconnaître la capacité électorale des signataires. La liste des signatures est déposée en une seule fois.

Titre 3 - Principes d'administration

Article 11 - Devoirs de fonction (article 87 LCo)

¹ Les membres du Conseil municipal et des commissions communales sont tenus d'accomplir consciencieusement les devoirs de leur charge.

² Les membres désignés à l'alinéa 1 qui, en dépit d'un avertissement, négligent leurs devoirs (absences injustifiées et répétées aux séances, négligences dans le traitement des dossiers confiés, etc.), sont passibles d'une amende de Fr. 1'000.-- au maximum à prononcer par le Conseil municipal. L'intéressé doit être entendu avant le prononcé de la sanction.

Article 12 - Secret de fonction

¹ Les membres du Conseil municipal et des commissions communales sont tenus au secret de fonction. Ils doivent en particulier traiter avec soin tous les documents confidentiels.

² Le secret de fonction couvre les faits et informations confiés à un membre désigné à l'alinéa 1 en sa qualité de membre d'une autorité ou dont il a eu connaissance dans l'exercice de son mandat. Le secret de fonction s'étend aux documents officiels.

³ Un membre du Conseil municipal ne peut déposer en justice sur les faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat. Cette autorisation reste nécessaire lorsque son engagement a pris fin.

⁴ L'autorisation du Conseil municipal est nécessaire pour lever le secret de fonction d'un membre d'une commission communale. Cette autorisation reste nécessaire lorsque son engagement a pris fin.

Article 13 - Procès-verbal des séances du Conseil municipal

Le procès-verbal des séances du Conseil municipal n'est pas public. Chaque Conseiller municipal est responsable de la confidentialité du procès-verbal.

Article 14 – Communications officielles

¹ Les communications officielles sont rendues publiques au moins selon les moyens suivants :

- a) par affichage aux piliers publics;
- b) par insertion dans le Bulletin officiel;
- c) par publication sur internet.

² De cas en cas, le Conseil municipal peut décider d'autres modalités de publication.

Article 15 - Information

¹ Le Conseil municipal informe régulièrement les citoyens et habitants sur les affaires importantes de la commune.

² Il peut éditer un bulletin d'information régulier destiné à tous les ménages de la commune.

Article 16 - Information lors des votations communales

Lors des votations communales, le Conseil municipal établit une notice explicative objective qui présente l'objet et les enjeux de la votation.

Article 17 - Règlements communaux

L'administration communale tient à jour un recueil des actes législatifs communaux en vigueur. Ce recueil est public et consultable lors de l'ouverture des bureaux.

Titre 4 : Dispositions finales et transitoires

Article 18 - Infractions

Est punissable selon le Code pénal suisse toute personne contrevenant au présent règlement, notamment celle qui trouble l'ordre pendant les séances du Conseil général ou qui, par des moyens techniques, enregistre sans autorisation les délibérations des séances.

Article 19 – Abrogations

Le présent règlement annule et remplace le règlement d'organisation communale du 12 décembre 1991, ainsi que le règlement concernant les crédits d'engagement du 27 octobre 1993.

Article 20 - Référendum obligatoire et entrée en vigueur

¹ Le présent règlement est soumis au scrutin secret dans les formes prévues par la loi sur les droits politiques.

² Il entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Ainsi approuvé en votation populaire par l'assemblée primaire de la commune de Sierre, le 24 septembre 2006.

Ainsi approuvé par le Conseil d'Etat le 6 décembre 2006.

Annexe (articles de la loi sur les communes):

Article 17 - Compétences inaliénables

¹ L'assemblée primaire délibère et décide:

- a) de l'adoption et de la modification de tous les règlements municipaux, à l'exception de ceux qui ont une portée purement interne;
- b) de l'adoption des comptes;
- c) de la conclusion d'une nouvelle dépense à caractère non obligatoire dont le montant est supérieur à 5% des recettes brutes du dernier exercice, mais au moins 10'000 francs;
- d) d'une nouvelle dépense annuelle et périodique non liée lorsque le montant dépasse 1% des recettes brutes du dernier exercice;
- e) des emprunts liés à un nouvel investissement, dont le montant dépasse 10% des recettes brutes du dernier exercice; des emprunts en compte courant pour le financement des dépenses de fonctionnement, dont les limites maximales cumulées sont supérieures à 25% des recettes brutes du dernier exercice;
- f) de l'octroi de prêts, des cautionnements et des garanties analogues à charge de la commune et dont le montant dépasse 5% des recettes brutes du dernier exercice;
- g) des ventes, des échanges, des partages d'immeubles, de l'octroi de droits réels restreints, de la location de biens, de l'aliénation de capitaux, dont la valeur dépasse 5% des recettes brutes du dernier exercice;
- h) de la fusion ou de la scission des communes et de la rectification des limites municipales, sous réserve des compétences du Grand Conseil;
- i) de l'adhésion à une association de communes et de la délégation de tâches publiques à des organisations mixtes ou privées;
- j) de l'octroi et du transfert de concessions hydrauliques;
- k) des affaires qui lui sont attribuées par les prescriptions légales spéciales.

² Par la voie du règlement d'organisation, les communes peuvent réduire au maximum de 50% les taux prévus à l'alinéa 1 lettres c, d, e, f et g, et déléguer à l'assemblée primaire d'autres attributions dans le cadre de l'autonomie communale.

³ Les communes peuvent organiser un vote de principe préalable pour les affaires importantes relevant de la compétence de l'assemblée primaire.

⁴ L'ordonnance définit les notions de « recettes brutes », de « dépenses nouvelles à caractère non obligatoire » et de « dépenses liées ».

Article 31 - Compétences

¹ Le Conseil général a les mêmes compétences que celles dévolues à l'assemblée primaire par l'article 17 de la présente loi et par les législations spéciales.

² De plus, il est compétent pour approuver le budget, le coefficient d'impôt et les crédits supplémentaires pour autant que ces derniers dépassent de 10% la dépense prévue à la rubrique budgétée.

³ Le règlement communal d'organisation peut prévoir le vote du budget rubrique par rubrique, à l'exception des dépenses liées.

⁴ En cas de décision négative concernant le budget et les comptes, ceux-ci sont renvoyés au Conseil municipal pour un nouvel examen.

⁵ Après un deuxième refus, le Conseil d'Etat tranche.